

ASSOCIATION

L'actualité du quartier de la gare se dématérialise



Des dizaines de cartes postales sont à découvrir. D. R.

L'association Perpignan la gare et le comité d'animation de la gare présentent un tout nouveau site internet. Une plateforme sur laquelle les Perpignonnais peuvent (re) découvrir l'histoire de cette artère de l'hypercentre. Plus de 150 cartes postales anciennes, une centaine de photos témoignant de l'histoire du territoire mais aussi un parcours touristique audio, sont notamment à consulter en ligne. Les amateurs pourront également retrouver toutes les actualités des associations et des commerçants de la gare. Une dématérialisation qui s'avère essentielle en cette période de crise sanitaire. Toutes les actualités du quartier de la gare sont à retrouver sur perpig.fr.

CONSEIL MUNICIPAL

L'opposition dénonce le stationnement gratuit

Les élus de Perpignan étaient réunis hier pour la dernière session publique de l'année où 85 points étaient à l'ordre du jour. L'opposition s'est vivement opposée à Louis Aliot sur la gratuité du stationnement en centre-ville en décembre.

Profitant de la présentation d'une délibération instaurant les nouvelles modalités du stationnement de surface à Perpignan, les élus de l'opposition LR à la majorité municipale du maire RN ont critiqué le choix fait de rendre gratuit ce service durant tout le mois de décembre. Cette mesure prise, du fait du confinement, a pour conséquence, selon l'élu Bruno Nougayrède, « qu'il est impossible de trouver une place en périphérie du centre-ville puisque la gratuité a multiplié les voitures ventouses ». Pour Christine Gavaldà-Moulenat, « le stationnement gratuit durant la période de Noël tue les commerçants du centre-ville et de l'hypercentre ».

Une opinion, pas forcément partagée par l'adjoint Frédéric Guillaumon qui a accusé l'opposition « de parler de trains qui n'arrivent pas à l'heure plutôt que des milliers d'automobilistes qui sont ravis de venir dans le centre-ville en se garant

gratuitement ». Sans entrer dans le débat sur les conséquences de ce choix, le maire RN, Louis Aliot, a justifié cette décision par « la mise en place du confinement » en avouant « qu'il s'agit de la même mesure que celle prise par l'ancienne majorité municipale lors du premier confinement ».

3 millions pour l'entrée de Perpignan

Les élus ont adopté, hier, le premier volet de l'aménagement de l'entrée de Perpignan au niveau du pont Arago. Cela consistera en un investissement de 3 M€ avec la création d'un parking et d'une extension du parc de la pépinière afin de rendre le secteur plus attractif « en gommant notamment l'aspect autoroutier de ce lieu ». Non loin de là, au nord de la Têt, la Ville a acté la requalification des avenues Roudayre et Gaudin, puisque ces artères urbaines présentent des « dysfonctionnements majeurs, des carrefours dangereux et une



Se garer en ville durant les fêtes n'est pas chose aisée à Perpignan.

Photo Olivier Got

vitesse excessive des véhicules ». Cinq millions d'euros seront investis sur ces deux axes afin « notamment de les adapter aux différents modes de déplacements ».

Quand la majorité RN s'oppose à une délibération qu'elle présente

L'évènement est quelque peu inédit et marque une nouvelle fois l'opposition entre la municipalité et l'office HLM de Per-

pignan-Méditerranée sur fond de querelles judiciaires et politiques entre le maire RN, Louis Aliot, et le directeur, Michel Sitja. Concrètement, l'équipe municipale a présenté une délibération visant à une participation financière de la Ville à la production de 35 villas dans le quartier du Nouveau-Logis. Sauf qu'elle s'oppose à cette aide et a donc voté défavorablement sur ce dossier. « Nous avons été contraints de la passer, car c'est

une obligation. Sauf que cette demande de subvention de 175 000 euros intervient deux ans après. Si le projet est excellent, la méthode de gestion est calamiteuse », a justifié le premier adjoint Charles Pons. La délibération a donc été refusée alors que les élus d'opposition, qui ont voté favorablement, ont dénoncé « un règlement politique qui risque de mettre en danger l'équilibre financier du projet ».

Julien Marion